

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 30/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIOGAZ de Gaillon

52 rue Paul Vaillant Couturier
92240 Malakoff

Références : UBDEO.2024.08.280.ECD
Code AIOT : 0005804760

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2024 dans l'établissement BIOGAZ de Gaillon implanté Rue des Artaignes ZA la Bergerie 27600 Gaillon. L'inspection a été annoncée le 05/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée suite à la plainte d'un collectif transmise au Préfet de l'Eure par courrier du 24 juillet 2024 et transmise à l'inspection le 5 août 2024.

La plainte concerne les problèmes environnementaux (nuisances sonores, olfactives, visuelles, lumineuses et qualité de l'air) rencontrés par les habitants du Hameau des Vignes à Gaillon. Les habitants citent plus particulièrement les odeurs permanentes dûes au méthaniseur Biogaz et s'interrogent sur les travaux réalisés suite à la précédente plainte pour nuisances olfactives en 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOGAZ de Gaillon
- Rue des Artaignes ZA la Bergerie 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005804760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BIOGAZ Gaillon exploite un méthaniseur sur la commune de Gaillon dont l'exploitation est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2014 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2011.

Le méthaniseur, d'une capacité de traitement de 82,2 t/j, est alimenté par des matières organiques fermentescibles et les digestats sont épandus selon un plan d'épandage sur 37 communes.

L'énergie (électricité) produite par cogénération est vendue à EDF.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Odeurs	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plainte d'odeur	Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas constaté d'odeurs sur le site ni aux alentours le jour de la visite.

Cependant des actions complémentaires sont à entreprendre pour éviter les plaintes et l'apparition d'odeurs :

- améliorer les contacts avec la mairie (et les plaignants) pour mieux comprendre la gêne, trouver les sources et les traiter,
- contrôler les équipements de traitement des effluents odorants, fournir les justificatifs et remplacer les masses filtrantes si besoin,
- nettoyer fréquemment les surfaces de ruissellement et fournir les justificatifs,
- justifier de la couverture des digestats solides.

Les justificatifs de ces actions sont à transmettre à l'inspection dans un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plainte d'odeur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, odeur
Prescription contrôlée : ARTICLE 3.3.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable pour limiter au maximum les émissions susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. Des mesures préventives, en limitant les émissions odorantes, ou curative par captation et traitement efficace de l'air vicié, sont mises en œuvre. C'est notamment le cas pour les points critiques associés aux étapes de transport, de réception des matières premières ou de stockage des produits altérables.
Constats : <u>Le jour de l'inspection</u> , jeudi 8 août 2024 dans la matinée, une ronde du quartier est réalisée par l'inspection, en arrivant et en repartant, dans le hameau des Vignes, le parking de la piscine, autour du golf et dans la zone industrielle environnante : <u>aucune odeur particulière n'est ressentie</u> . Sur le site non plus (mis à part sur les fosses, lors de l'ouverture des capots). Informé de la plainte du collectif du hameau des Vignes, l'exploitant déplore être systématiquement incriminé (d'après lui, il peut y avoir d'autres sources d'odeurs autour) alors qu'il a toujours cherché à communiquer et a régulièrement ouvert son site aux visiteurs. Il rappelle que son activité est la valorisation de déchets organiques fermentescibles non dangereux en énergie et fertilisant naturel. Le process peut dégager des odeurs, mais il s'efforce de les maîtriser et de les contenir sur le site. Un plan est demandé à l'exploitant avec les distances avec les riverains et notamment avec le hameau des Vignes ; celui-ci est à environ 500 m, ce qui respecte la distance d'éloignement minimale de 150 m prescrite à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2014 pour les habitations occupées par des tiers. Le golf, comme établissement recevant du public, est quant à lui plus proche, à 150 m environ, l'extension du golf à 175 m, et la partie en pointe (non utilisée par les pratiquants, accès secondaire) à environ 100 m des limites de propriété, mais à plus de 150 m avec le digesteur (distance minimale prescrite 150 m). La mairie a récemment fait remonter des plaintes d'odeurs de riverains à l'exploitant et il a ouvert un registre plaintes (5 plaintes notées les 11/05/24, 25/05/24, 15/07/24, 18/07/24 et 29/07/24), pour les analyser et engager des actions au besoin. L'inspection a essayé de contacter téléphoniquement le maire adjoint en charge de ces plaintes,

en vain. La communication des plaintes à l'exploitant doit cependant être plus rapide et précise pour pouvoir "sentir", comprendre et intervenir au besoin dans les meilleurs délais.

Le site avait déjà fait l'objet de vives plaintes en 2019, et par arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 juin 2019, l'exploitant devait "*mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable pour que le site limite au maximum les émissions susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage*", dans un délai de 3 mois.

Des travaux ont été réalisés et cette mise en demeure a été levée par arrêté préfectoral du 19 mars 2021.

Un point des actions entreprises pour le traitement des odeurs est ici réalisé (les équipements sont présentés physiquement et les justificatifs ont été transmis pour courriel du 20 août 2024) :

- 2014 : mise en place d'une aspiration dans le bâtiment de réception et dans les 2 fosses de réception du bâtiment, pour un traitement par biofiltre ==> 110 000 €,
- 2015 : étude odeur réalisée par un jury de nez (en application des articles 3.3.3 et 9.1.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2014), puis mise en place de capots de fermeture sur les 2 fosses de réception ==> 15 000 €,
- 2017 : étude odeur réalisée par un jury de nez, puis mise en place d'un traitement (biofiltre par charbon actif) sur l'évent de la cuve d'hydrolyse ==> 25 000 €,
- 2019 : création d'un piquage pour le dépotage direct des camions d'effluents liquides sans avoir besoin d'ouvrir les portes du bâtiment ==> 5 000 €,
- 2020 : rénovation de l'unité de désodorisation par biofiltration avec augmentation du débit d'aspiration, ramification supplémentaire dans le bâtiment, remplacement du ventilateur, changement de la masse filtrante et du système d'arrosage ==> 45 000 €,
- 2020-2021 : couverture de la cuve de digestat n° 8 en février 2020, puis de la cuve n° 9 en janvier 2021 ==> 300 000 €,
- 2022 : formation de 2 nez dans le groupe (VICTORIA) ==> 3 000 €,
- 2024 : sensibilisation des chauffeurs et opérateurs pour le dépotage des camions (action récurrente, annuelle).

L'exploitant explique être à l'écoute des plaintes et chercher toujours à s'améliorer. Suite aux premiers contacts avec la mairie du 11 mai 2024, il a remplacé un surpresseur de sous-tirage de biogaz, fatigué. Suite à la plainte du 29 juillet 2024, il a mis en place un mode opératoire particulier pour le dépotage des déchets liquides à hygiéniser, avec fermeture des capots et de la porte au maximum, en laissant juste passer le tuyau de dépotage (l'opération de dépotage dure une quinzaine de minutes).

(voir planche photographique en annexe)

L'exploitant précise que les livraisons sont réalisées en horaires de journée, en semaine ; le site est fermé le week-end (pas de livraisons), mais les installations fonctionnent en continu, sous surveillance et astreinte.

Les déchets reçus sur le site sont :

- des déchets organiques solides ou pâteux (boues de station d'épuration des eaux, issues de céréales, déchets de production d'industries agroalimentaires, déchets verts...),
- des déchets organiques liquides (eaux issues de la vidange de fosses septiques/matières de vidange, déchets de laiteries, graisses industrielles, phase grasse et huileuse de bacs à graisse de restauration, ...),

- des bio déchets déconditionnés (reste de cantines, invendus de la distribution alimentaire ...).

Les déchets font l'objet d'une information préalable en vue de leur admission. L'exploitant suit particulièrement les déchets connus comme odorants, et notamment ceux provenant de la société SANOFI de Val de Reuil, de la poudre d'œufs, qui sont préalablement stérilisés par la société ATHALYS, associée à BIOGAZ de Gaillon. Ce type de déchets est saisonnier (fin septembre à mi décembre et du 15 janvier à fin mai).

L'exploitant dispose d'un agrément sanitaire afin de réceptionner et traiter des Sous-Produits Animaux.

Les sous-tirages pour l'épandage des digestats vont débuter mi ou fin août ; actuellement, les 2 cuves de stockage des digestats sont pleines.

L'exploitant réalise une auto-surveillance de ses émissions et effets, suivant le titre 9 de son arrêté préfectoral du 27 mai 2014. Ces éléments sont transmis à l'inspection, notamment dans le rapport d'activité annuel (§ VII) :

- les résultats de mesures des rejets aqueux vers la noue d'infiltration (eaux pluviales, après traitement par le séparateur d'hydrocarbures) sont notés et respectent les valeurs limites de l'arrêté préfectoral précité à l'article 4.3.9,
- les résultats de mesures des émissions atmosphériques de la chaudière et de la cogénération sont notés et respectent les valeurs limites de l'arrêté préfectoral précité à l'article 3.2.4,
- la conclusion satisfaisante de la campagne des niveaux sonores réalisée en 2021 est notée, suivant les valeurs de l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral précité. Une prochaine campagne, (prescrite tous les 3 ans), est annoncée en 2024.

Quelques points sont à améliorer pour ce rapport et à compléter :

- les dates des mesures annuelles sont à noter dans les tableaux récapitulatifs,
- la date du nettoyage et de la vidange du séparateur d'hydrocarbures, ainsi que la quantité évacuée, sont à noter (dernière vidange : 2,7 t le 06/10/2023),
- un § odeurs est à prévoir,
- les dates de sous-tirage du digestat pour épandage sont à noter.

Un rapport manquant a été transmis à l'inspection par courriel du 20 août 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Quelques compléments ou améliorations seront à intégrer dans les prochains rapports d'activité annuels.

Un courrier préfectoral a été transmis à l'exploitant le 10 juin 2024, l'invitant à intégrer la Commission de Suivi de Sites (CSS) de Gaillon lors de la prochaine réunion programmée le 3 octobre 2024 (avec les sociétés NUFARM, SYNGENTA et REMEA). Au cours de cette réunion, l'exploitant devra présenter son site et son bilan environnemental (avec un point odeurs notamment).

L'exploitant confirmera au préalable sa participation à l'adresse : ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr et transmettra sa présentation.

N° 2 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, prévention des nuisances odorantes

Prescription contrôlée :

Article 49 : Prévention des nuisances odorantes.

(§ applicables pour les installations autorisées avant le 1er juillet 2021 suivant l'annexe III de l'arrêté ministériel du 12/08/2010 modifié)

1. « En dehors des cas où l'environnement de l'installation présente une sensibilité particulièrement faible, notamment en cas d'absence d'occupation humaine dans un rayon de 1 kilomètre autour du site :
2. [...]
3. « - l'exploitant tient à jour et joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 35 un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées.
4. « L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.
5. « Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.
6. « En cas de plainte, le préfet peut exiger la production, aux frais de l'exploitant, d'un nouvel état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement. Les mesures d'odeurs et d'intensité odorante réalisées selon les méthodes normalisées de référence sont présumées satisfaire aux exigences énoncées au présent article. Ces méthodes sont fixées dans un avis publié au Journal officiel de la République française.
7. « En cas de nuisances importantes, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un diagnostic et une étude de dispersion pour identifier les sources odorantes sur lesquelles des modifications sont à apporter pour que l'installation respecte l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation au niveau des zones d'occupation humaine dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE/m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.
8. « L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les trois ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent a minima la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en oeuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35. »
9. L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les

bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.

10.

11.

12.

13. [...]

14. Les produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont stockés en milieu confiné (récipients, silos, bâtiments fermés...).

15. [...]

16. « Les produits odorants sont stockés en milieu confiné (récipients, silos, bâtiments fermés...). »

Constats :

- alinéa 3 : l'exploitant possède un cahier de conduite ; celui-ci n'a pas été consulté par l'inspection ;
- alinéa 4 : l'exploitant a ouvert un registre plainte où il a noté date, heure, conditions météo (température, force et direction du vent), plaignant, commentaires et actions ;
- Le collectif du hameau des Vignes contacte les services de la mairie lorsqu'il ressent des odeurs, mais la communication vers l'exploitant doit cependant être la plus rapide et précise possible pour pouvoir "sentir" et intervenir au besoin dans les meilleurs délais ;
- alinéa 5 : les causes des nuisances constatées et les mesures mises en place doivent être suffisamment décrites sur ce registre ;
- alinéas 6 et 7 : en cas de nuisances récurrentes, non solutionnées rapidement par l'exploitant, un nouvel état des perceptions olfactives sera à réaliser (comme les précédentes études odeurs déjà réalisées en 2015 et 2017) afin d'identifier les sources d'odeurs et au besoin un traitement adéquat ;
- alinéa 8 : l'installation est équipée de plusieurs biofiltres :

- masse filtrante (mélange d'écorces résineux, d'écorces de pin maritime, de fibre de coco courte et de tourbe blonde fibreuse) de l'air vicié du bâtiment et des fosses,
- charbon actif pour les effluents de l'évent de la cuve d'hydrolyse,
- charbon actif du biogaz.

Ces équipements sont à contrôler au moins tous les 3 ans.

==> l'exploitant déclare que les biofiltres à base de charbon actif ont été contrôlés récemment (==> justificatifs à fournir) et que la masse filtrante a été entièrement changée en septembre 2020.

Pour la masse filtrante, le fournisseur avait noté dans son devis que la durée de vie de ce média filtrant était de 3 à 5 ans environ.

Lors de la visite du site, l'inspection a noté quelques traces de ruissellements d'effluents, devant le bâtiment et sur la dalle de stockage des digestats solides. Un tout petit tas de digestat solide était présent. Au-dessus des grilles avaloirs de collecte des eaux de ruissellement, des odeurs désagréables ont été ressenties. Les bassins de collecte des eaux (bassin eaux sales, bassin tampon d'orage et noue d'infiltration) sont observés pratiquement vides, mais des eaux stagnantes peuvent devenir nauséabondes.

==> un nettoyage des surfaces de ruissellement est à entreprendre (lavage, aspiration) ;

<p>l'exploitant déclare qu'il va faire passer la balayeuse plus souvent.</p> <p>À noter que le stockage des digestats solides doit également être couvert (article 34 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié, alinéa 5) depuis le 1er juillet 2023.</p> <p><i>(voir planche photographique en annexe)</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En cas de plainte, les plaignants doivent renseigner au mieux la mairie pour pouvoir réagir rapidement et contacter s'il y a lieu le présent exploitant.</p> <p>En cas de nuisances olfactives manifestes, l'exploitant devra réaliser une nouvelle étude odeurs pour en déterminer les sources, les causes et un traitement.</p> <p>Les équipements de traitement des odeurs en place doivent être contrôlés régulièrement, et au moins tous les 3 ans, par un organisme compétent.</p> <p>La masse filtrante et l'ensemble du système de captation et d'aspiration du bâtiment et des fosses sont à faire contrôler par le fabricant ; celui-ci fournira un compte-rendu de son intervention, de l'état des matériaux de filtration, de l'aspiration, des mesures et analyses réalisées, des conclusions de l'intervention et du remplacement éventuel des matériaux de filtration.</p> <p>Les procédures de nettoyage (chapitre 5.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2014) et notamment le passage de la balayeuse sont à justifier auprès de l'inspection, et à noter sur le registre d'entretien défini à l'article 4.3.4 de l'arrêté précité.</p> <p>La couverture des digestats solides (bâche imperméable ajustée et arrimée, ou autre) est à réaliser et à justifier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>